

Sionisme et antisionisme : les regards croisés de la sociologue Sylvaine Bulle et du philosophe Michel Feher

Le Monde, le 11/07/2026

L'autrice d'« Israël après le 7-October », qui critique les impasses d'un antisionisme militant, et l'auteur de « Redevenir juif. La fin d'un pacte de blanchiment réciproque », qui revendique une identité juive diasporique et antisioniste, ont accepté de confronter leurs points de vue dans un entretien au « Monde ».

Le 7-October, la guerre à Gaza et l'embrasement régional qui s'est ensuivi ont exacerbé les débats, déjà intenses, autour des notions de sionisme et d'antisionisme, dont les significations et les usages ont évolué, jusqu'à délimiter de nouveaux clivages intellectuels et politiques. A gauche, en particulier, qu'il s'agisse de décrire la situation au Moyen-Orient ou d'interpréter les échos du conflit dans les sociétés occidentales, le rapport au sionisme, à la fois comme projet politique et comme idéologie, est devenu le lieu d'une fracture.

Deux ouvrages récents éclairent, avec des points de vue différents, les reconfigurations en cours. Dans *Israël après le 7-October* (Presses universitaires de France, 196 pages, 17 euros), Sylvaine Bulle, professeure de sociologie rattachée à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, critique les impasses d'un antisionisme militant qui ignore la complexité des réalités autant israéliennes que palestiniennes. Contre les abstractions, elle défend l'importance de l'effort sociologique pour situer nos débats au plus près des sociétés en prise avec ce conflit.

Dans *Redevenir juif. La fin d'un pacte de blanchiment réciproque* (La Découverte, 224 pages, 16,50 euros), Michel Feher, philosophe, fondateur de la maison d'édition new-yorkaise Zone Books et du média en ligne *Diagrammes*, considère que la stratégie consistant à assimiler l'antisémitisme à l'antisionisme est au cœur du projet de l'internationale réactionnaire. Face à cela, il défend la condition diasporique comme antidote aux identités nationales.

Dans un débat public très vif sur le conflit israélo-palestinien, qu'avez-vous souhaité apporter ?

Sylvaine Bulle : Ce qui me semble flagrant dans notre lecture du conflit israélo-palestinien, en particulier depuis le 7-October, c'est qu'à l'inflation médiatique sur le sujet correspond une déréalisation, une désincarnation des sociétés concernées. Pour décrire ce phénomène, j'emprunte au sociologue Luc Boltanski l'expression de « souffrance à distance » : plus la distance avec ce dont on parle est grande, plus les émotions sont exacerbées et compactes, c'est-à-dire laissant peu de place à la perspective d'un monde commun entre Israéliens et Palestiniens et se révélant être de l'ordre du ressentiment et de l'impuissance.

Dans les rangs de l'extrême droite pro-israélienne, comme dans le champ militant propalestinien qui se réclame de l'antisionisme, on assiste à d'impressionnantes montées en généralités, totalisantes, qui font d'Israël et de la Palestine des entités abstraites et homogènes. Gaza et les Palestiniens sont réduits à des fétiches, brandis pour exprimer une indignation légitime, mais déconnectés de toute analyse des dynamiques locales.

J'ai écrit ce livre pour réintroduire de la connaissance scientifique dans ce débat, et montrer qu'Israël et la Palestine sont des sociétés complexes, plurielles, traversées de tensions. Il me semble que l'antisionisme contemporain tel qu'il se développe dans les sociétés occidentales, et qui est devenu consensuel, participe de l'atrophie de la sensibilité et de la pensée qui nous empêche de saisir cette pluralité. Or, la reconnaître est la seule voie pour rouvrir une promesse politique d'émancipation dans ce conflit et pour ne pas aboutir à une démoralisation scientifique et politique.

Michel Feher : Je me situe explicitement du côté de l'antisionisme, et depuis un certain temps. Mais il y avait aujourd'hui une certaine urgence à prendre la parole sur le sujet. D'abord, et bien d'autres l'ont déjà dit, car la campagne génocidaire déclenchée par Israël à la suite du 7-October a accéléré la mise en œuvre du projet politique du sionisme, celui du Grand Israël : l'établissement d'une souveraineté exclusivement juive « du Jourdain à la mer », en le débarrassant, autant qu'il est possible, de sa population palestinienne.

Mais j'ai aussi voulu écrire ce livre en tant que juif, car il me semble qu'une menace plane désormais sur le type de judéité dont je me réclame, la judéité diasporique, qui fut celle de Spinoza [1632-1677], de Marx [1818-1883], de Freud [1856-1939], de Kafka [1883-1924] ou d'Arendt [1906-1975]. Cette menace est l'injonction faite à tous les juifs de prêter allégeance à un

Etat, Israël, sous peine d'être taxés de « haine de soi » juive. Cette menace sur l'identité diasporique n'est évidemment pas de même nature que celle qui vise physiquement les Palestiniens, mais je la crois bien réelle.

Là encore, d'autres voix ont déjà exprimé cette inquiétude. C'est très frappant aux Etats-Unis notamment, où une très large part de la jeunesse juive revendique sa judéité diasporique, et sa désaffection totale à l'égard d'Israël, pas seulement de l'actuel gouvernement d'extrême droite. Mais la faiblesse de la critique, même radicale, à l'égard de la politique israélienne est qu'elle place d'emblée dans une position défensive, où il faut se justifier de ne pas être antisémite. Il me semble qu'une façon de sortir de cette impasse réside dans le fait de rappeler quelque chose de bien connu, mais insuffisamment relevé, qui est la dimension fondamentalement antisémite du sionisme lui-même, au sens où il a repris et même revendiqué les préjugés antisémites traditionnels pour justifier la création d'un Etat pour les juifs.

Les penseurs du sionisme, de Theodor Herzl [1860-1904] à [David] Ben Gourion [1886-1973], en passant par [Aharon] David Gordon [1856-1922], et sans parler de Vladimir Jabotinsky [1880-1940], sont d'une clarté absolue à ce sujet : le perpétuel déracinement des juifs les aurait disposés à deux vices, l'esprit de lucre d'une part, et la tentation révolutionnaire de l'autre. Leur donner un Etat à eux offrirait enfin la possibilité de les reconfigurer, d'en faire des ethnonationalistes semblables à ceux qui, en Europe, voulaient se débarrasser des juifs. C'est à l'accomplissement de ce projet que l'on assiste.

Vous avez un désaccord central sur la question de l'évolution du sionisme. Quelles réalités cette notion recouvre-t-elle aujourd'hui, au regard de ce que fut le projet sioniste des pères fondateurs de l'Etat d'Israël ?

S. B. : Ces déclarations de Herzl ou Ben Gourion, nourries de stéréotypes antisémites, sont bien connues. Mais la réalité du sionisme n'est plus celle-ci. Je considère même que le sionisme, au sens où l'entendaient ses pères fondateurs, comme projet politique et même étatique d'émancipation, offrant un refuge aux juifs du monde entier, tout en tenant compte des autres composantes minoritaires, n'existe tout simplement plus. D'ailleurs, rares sont en Israël ceux qui continuent de prôner un sionisme originel empreint de socialisme, ou qui se définiraient comme sionistes. Israël est entré dans des formes de déconstruction très avancées de l'idée sioniste, pour des raisons à la fois religieuses, politiques et économiques.

Le messianisme religieux, qui n'a cessé de se renforcer ces dernières décennies, conteste le sionisme dans sa forme d'Etat moderne sécularisé. De ce point de vue, il est l'exact symétrique de l'antisionisme décolonial, qui partage cette contestation. Il existe aussi un néosionisme, qui s'est largement diffusé après la guerre des Six-Jours en 1967, considérant que le devoir prioritaire d'Israël est de protéger les seuls juifs israéliens. S'est ensuivie l'exacerbation du nationalisme israélien, visant à imposer une vision ethnique, exclusivement juive, de la nationalité israélienne.

Dans le même temps, le pays est aux prises avec un capitalisme extrême, qui a considérablement affaibli l'Etat, bien loin de la représentation de la « start-up nation » que l'on en a souvent. Le sionisme historique est donc une notion qui est désormais figée par la critique militante, mais elle ne correspond pas aux transformations de la société israélienne et à ses inégalités. En revanche, il y a bien une dérive illibérale massive, voire un processus de fascisation en cours en Israël et une violence devenue idéologie d'Etat. Mais prétendre la combattre par la remise en cause totale du sionisme historique et philosophique est inefficace et risqué.

Il existe un antisionisme local en Israël. Il est minoritaire, rassemble en groupes mixtes des militants palestiniens et juifs, qui contestent le sionisme moins comme forme étatique que comme traduction idéologique d'une domination. Il reste ouvert à l'altérité, à l'indétermination. Cela n'a rien à voir avec l'antisionisme militant qui se développe en Occident, et qui fait plusieurs gestes que je trouve très problématiques. Le premier est la mise en circulation de concepts qui fonctionnent comme des mots-valises dépolitisés et déshistoricisés – comme le terme de « génocide », ou la qualification de « nazi ».

Ainsi tout ce qui concourt à la « nazification » d'Israël me semble très dangereux. Par ailleurs, se développe ce que j'appelle un « antisionisme institutionnel », qui consiste à rendre illégitime, pour tout individu israélien, ou simplement qualifié de sioniste, de participer à l'espace public. C'est ce qui s'est passé de façon exemplaire avec Nadav Lapid [réalisateur israélien dont la participation prévue au Festival international de cinéma de Marseille en juillet a été annulée à la suite de pressions].

M. F. : Il existe un projet politique cohérent, qui a consisté, dès l'origine, à vouloir créer un Etat à la fois juif et démocratique. Ce projet connaît aujourd'hui une mise en application dramatique, mais néanmoins prévisible. Car pour qu'un Etat juif demeure démocratique, il faut bien chasser la population non juive. Pourquoi n'y a-t-il pas de Constitution en Israël ? Parce que se doter d'une Constitution aurait impliqué, comme pour toute démocratie libérale, de fixer des frontières et des règles de citoyenneté indépendantes de la religion ou de l'appartenance ethnique. Les fondateurs d'Israël ont été, dès le départ, très lucides sur ce point. Bien sûr, l'histoire n'était pas écrite. Il aurait pu en être autrement.

Entre la guerre des Six-Jours en 1967 et la première Intifada en 1987 notamment, un colonialisme libéral est ébauché, un apartheid à visage humain qui vise à améliorer les conditions matérielles de vie des Palestiniens occupés pour les dissuader de résister. C'est le moment où Israël est présenté par les chancelleries occidentales comme la seule démocratie de la région. Mais cette tentative se fracasse sur la première Intifada, et le constat que les Palestiniens n'abandonneront pas leurs revendications politiques.

On peut parler autant qu'on veut de la diversité de la société israélienne, mais toutes les enquêtes d'opinion montrent que la population juive israélienne est massivement favorable à l'expulsion des Palestiniens. Il existe des associations et des voix dissidentes – [*l'organisation non gouvernementale*] B'Tselem, la revue + 972 –, mais elles sont d'autant plus héroïques qu'elles sont ultra-minoritaires et n'ont jamais pesé grand-chose, dans une société largement acquise au projet de ses dirigeants.

Vos ouvrages s'arrêtent tous deux sur la question de la « blanchité » des juifs, qui interroge l'appartenance des juifs au monde blanc, à la fois sur le plan ethnoracial, mais aussi culturel et économique. Pouvez-vous préciser ce qui est en jeu ici ?

M. F. : C'est en effet l'hypothèse de mon livre. A partir de 1967, en France comme aux Etats-Unis, et dans la plupart des sociétés occidentales, les juifs se sont vu proposer ce que j'ai appelé un « pacte de blanchiment réciproque ». D'un côté, les gouvernants ont invité à les considérer comme des Blancs à part entière, distincts en cela des minorités racisées dont l'intégration était jugée de plus en plus problématique. De l'autre, et en contrepartie, les juifs ont été incités à reconnaître que le peuple majoritaire dont ils faisaient désormais partie n'avait plus aucune complaisance pour la judéophobie. Le « nouvel » antisémitisme serait désormais essentiellement le fait des populations issues de l'immigration postcoloniale et de leurs complices islamo-gauchistes.

Cet échange de bons procédés repose donc sur une requalification de l'antisémitisme : pour qu'il fonctionne, on doit en effet admettre que l'antisémitisme ne consiste plus à traiter les juifs de cosmopolites déracinés portés à la spéculation et à la subversion, mais seulement à s'en prendre au sort qu'Israël réserve aux Palestiniens.

Mais, et c'est la nouveauté du moment que nous vivons, ce pacte est sur le point d'être rompu. L'évolution de l'extrême droite américaine, attestée par les propos récents de J. D. Vance, révèle en effet une exaspération croissante : car s'il est vrai que le programme « America first » [*« l'Amérique d'abord »*] consiste à régénérer une nation chrétienne dont le domaine s'étend du Pacifique à l'Atlantique, pourquoi les Etats-Unis consacrent-ils tant de temps et d'argent à servir les intérêts d'un Etat qui n'est pas dans leur hémisphère, et dont les citoyens refusent d'admettre que Jésus est le Messie ? La réponse, qui résonne avec l'antisémitisme traditionnel, ne se fait pas attendre : parce qu'un lobby occulte a pénétré les rouages du gouvernement. Or, il y a fort à parier que ce qui arrive aux Etats-Unis ne tardera pas à se diffuser dans toute l'internationale réactionnaire, y compris en Europe.

S. B. : Je crois au contraire que la représentation du juif comme Blanc, et de l'Israélien comme descendant de colons européens et rescapés de la Shoah, fait partie des simplifications historiques qui contribuent à figer le débat. Dès les premières vagues d'immigration, les juifs orientaux (mizrahim et sefarim) ont été très nombreux. Cette diversité interne est encore minorée dans le regard occidental sur la société israélienne. Les populations marocaine, algérienne, irakienne, yéménite, iranienne et moyen-orientale représentent 50 % de la population. Arrivées dans les années 1950 et 1960, elles ont fourni l'essentiel des classes laborieuses, et ont été les premières victimes de l'affaiblissement de l'Etat social. Aujourd'hui, elles jouent un rôle déterminant dans les colonies de Cisjordanie, où elles sont très représentées. Mais il existe également un courant postcolonial minoritaire en Israël, qui prend en compte toutes les composantes orientales de la population et revendique la condition de la « blackness », celle d'un peuple « d'en bas », hétérogène. La théorie antisioniste de la blanchité des juifs ignore toute cette diversité.

En revanche, Michel Feher a raison de dire que les juifs de la diaspora sont de plus en plus critiqués par les juifs israéliens. Toute la droite conteste un sionisme héritier de Herzl ou Ben Gourion, centré sur l'idée d'Etat refuge pour les juifs du monde entier. Les Israéliens se vivent aujourd'hui davantage comme une forteresse, une Sparte surarmée, qui n'a que faire d'une diaspora qui représente un idéal sioniste auquel ils ne croient plus. En cela, la droite israélienne et l'antisionisme occidental se rejoignent.

Si vos approches divergent, c'est peut-être moins dans leur manière d'aborder la réalité du conflit israélo-palestinien, que sur les interprétations que l'on en fait depuis ici, et leurs implications politiques...

S. B. : En effet, un des points qui me pose problème dans la critique antisioniste est qu'en diabolisant Israël, elle exige des juifs, y compris ici, qu'ils renoncent à leur autonomie à travers la constitution d'un Etat. On peut être critique de la forme Etat

pour toutes sortes de raisons, et notamment en raison de la violence d'Etat organisée actuellement, mais pourquoi les juifs seraient-ils les seuls à ne pas pouvoir y accéder ? Non seulement renoncer à l'Etat ne protégera jamais les juifs de l'antisémitisme, mais les priver de la possibilité d'avoir un Etat, et de le transformer, est très problématique. Si l'injonction d'allégeance à Israël, que dénonce Michel Feher, est en effet intenable, le symétrique l'est aussi. Il faut redonner aux juifs la possibilité d'être israéliens si cela leur chante, sans être sionistes pour autant, en étant simplement démocrates, en demeurant humains et en refusant le racisme et toutes les dépossessions dont les Palestiniens sont les victimes.

M. F. : Cet argument du droit à l'existence de l'Etat d'Israël est devenu sa dernière ligne de défense. Mais qu'est-ce que le droit à l'existence d'un Etat ? Est-ce que tous les régimes politiques ont le droit à l'existence ? Est-ce que le régime sud-africain du temps de l'apartheid avait le droit d'exister ? Est-ce que le régime de Vladimir Poutine a le droit d'exister ? Il existe, malheureusement. Mais personne ne considère que le combattre reviendrait à remettre en question le droit du peuple russe à exister. La panique morale autour du droit d'existence de l'Etat d'Israël me semble donc déplacée.

Pour que ce régime soit défait, il faudrait que la communauté internationale, ou ce qu'il en reste, cesse déjà de l'armer. Pour avoir une chance de soustraire les Israéliens à leur mentalité obsidionale, il faut commencer par affaiblir l'Etat d'Israël tel qu'il est aujourd'hui. Sinon, Israël continuera d'être le poisson-pilote de l'Occident dans la région, soutenu par l'union des droites et des extrêmes droites, jusqu'à ce que celles-ci l'abandonnent. Outre la sauvegarde de leur propre dignité, il y a là, pour les juifs, une raison de plus de se désolidariser d'Israël.

Nétanyahou a du reste très bien compris que le temps lui est compté, et c'est ce qui explique sa fuite en avant. Il pousse son avantage tant que c'est possible, conscient du fait qu'il risque de ne plus avoir d'alliés demain. D'où l'importance de l'arrêter, au plus vite. Pour sauver les Palestiniens, les Libanais ou les Syriens qui seront ses premières victimes. Mais aussi pour sauver une culture juive diasporique qui mérite mieux que d'être associée à la paranoïa meurtrière et suicidaire de la société israélienne.

S. B. : Je pense que le plus grand ennemi d'Israël, c'est Israël lui-même. Je souscris à l'idée que le soutien des Etats-Unis à Israël s'arrêtera prochainement. Cela pourrait venir de la droite trumpiste comme du Parti démocrate. Mais mieux vaut laisser Israël aller au bout du processus de décomposition politique dans lequel il est déjà très engagé, plutôt que de prétendre l'arrêter de l'extérieur, au risque de faire le jeu de forces conspirationnistes qui n'attendent que sa destruction. Les élections législatives de cet automne permettent de penser qu'il y a un espoir que le centre droit mette en échec la coalition de Nétanyahou.

M. F. : Reste que, du point de vue des Palestiniens, la victoire du centre droit ne ferait aucune différence. La classe politique israélienne est unanime sur la nécessité de leur expulsion.

Vos ouvrages ont néanmoins en commun d'aspirer à l'horizon démocratique, à la fois ici et là-bas. Qu'est-ce qui permettrait de s'en rapprocher, selon vous ?

S. B. : L'urgence me paraît être de sortir des signifiants vides, qui antagonisent les sociétés, les figent dans des positions irréconciliables et consolident les positions réactionnaires. Les clés de ce conflit sont entre les mains des Israéliens et des Palestiniens. Or, ces deux sociétés sont en voie d'effondrement. Côté palestinien, à la destruction de Gaza et au risque de voir l'enclave dévorée par des projets commerciaux, s'ajoutent la perforation de la Cisjordanie par sa colonisation de plus en plus religieuse, et un régime de séparation proche de l'apartheid. Mais, et en dépit de leur étouffement, il appartient aux Palestiniens de choisir véritablement les voies de leur émancipation et de décider avec qui ils souhaitent construire leur avenir.

Côté israélien, le nationalisme exclusif et violent gangrène la société. Le projet sioniste s'est effondré, la société n'est unie que par le sentiment d'une menace existentielle qui pèse sur elle. Ni la religion ni les partis n'unifient plus. Israël ne retournera pas à son état originel, mais une bataille idéologique est engagée pour savoir si un projet politique démocratique et pacifiste est encore possible. Là encore, ce travail appartient aux Israéliens. Personne ne peut prétendre le faire à leur place. La diaspora peut en revanche y participer.

M. F. : Dans un monde divisé en zones d'influence régies par des potentats ethnonationalistes – Donald Trump, Vladimir Poutine, Narendra Modi, Xi Jinping, Recep Tayyip Erdogan... –, le projet sioniste est dans une situation paradoxale : idéologiquement, il y a toute sa place, tant le projet du Grand Israël ressemble à MAGA [*Make America Great Again*] ou à la restauration du « monde russe ». Mais pratiquement, il risque d'être bientôt lâché par son parrain étatsunien. Face à cela, la condition diasporique, qui n'est certes pas réservée aux juifs, peut apporter une contribution modeste, dans la mesure où elle dispose à introduire du trouble dans les identités nationales et les souverainetés exclusives. C'est bien insuffisant, mais pas inutile, surtout lorsque reviennent ce que Hannah Arendt appelait les « sombres temps ».

<https://www.lemonde.fr/article-offert/fb85e3005b16-6722689/sionisme-et-antisionisme-les-regards-croises-de-la-sociologue-sylvaine-bulle-et-du-philosophe-michel-feher>